



Michel est membre de l'équipe de mission de la communauté Mission de France d'ÉVRY

## **INTERVENTION DE MICHEL DESBRUYERES, lors du grand débat en présence du Président de la République**

Évry-Courcouronnes, le 4 février 2019

Monsieur le Président de la République, Mesdames et Messieurs

Au début de mon intervention, je voulais vous dire combien nous sommes heureux d'habiter dans nos quartiers. La diversité des cultures, des origines, des croyances peut-être source de richesses si nous prenons le temps de nous rencontrer.

Richesses des habitants qui font preuve de solidarité, d'attention aux autres, d'engagement, de créativité.

Richesse aussi des intervenants, professionnels ou associatifs qui, avec les habitants, essaient de construire des ponts, de soutenir des initiatives, de permettre de dépasser les préjugés, de régler les conflits, malgré les grandes difficultés sociales rencontrées par beaucoup.

Difficultés mises en avant par les mouvements sociaux actuels, mais aussi par les élus, les corps intermédiaires et le rapport Borloo, d'une grande richesse, et dont nous regrettons qu'il ait été abandonné en grande partie.

Nous regrettons aussi que le gouvernement cherche à réformer la loi fondatrice de la laïcité qui nous permet de vivre ensemble avec nos grandes diversités.

Pour que nos richesses s'épanouissent, il faut des espaces de rencontre et de vie commune. Ils existent déjà dans nos quartiers, au niveau de la petite enfance, de la scolarité, des centres sociaux, ludothèques, théâtres de quartier, commerces, associations, conseils citoyens entre autres.

Les territoires de nos banlieues ne sont pas un problème, mais des lieux où les familles et la jeunesse doivent pouvoir s'épanouir et se construire. Et nous savons que ces quartiers constituent des laboratoires de l'avenir car nous savons inventer;

Pour s'épanouir, la première condition est d'avoir un logement.

Beaucoup de familles n'ont pas accès à un logement décent. Des marchands de sommeil essaient de s'infiltrer partout. Et les bailleurs ne font pas toujours le travail d'entretien et de construction dont ils ont la charge. Mais leur donne-t-on les moyens?

Et la mixité sociale qui était un objectif de nos villes nouvelles est de plus en plus remise en cause.

Au niveau de l'éducation nationale, certains établissements ne sont pas classés en REP qui leur permettraient d'avoir des moyens suffisants pour faire progresser les élèves. Mais malgré le travail, admirable, des enseignants, la charge est de plus en plus lourde, des personnels nombreux découragés démissionnent, et les personnels médicaux et paramédicaux nécessaires sont très insuffisants.

En ce qui concerne la culture, malgré l'engagement des collectivités locales et des établissements scolaires, malgré la grande richesse des habitants, musiciens, peintres, photographes, écrivains, graffeurs...les professionnels doivent se battre en permanence pour survivre.

Nous en avons un exemple dans notre quartier où le Théâtre du Coin des Mondes a dû réduire le nombre de permanents, malgré la place centrale dans nos quartiers.

Les associations en particulier celles qui s'occupent d'insertion souffrent de la réduction des subventions et de la suppression des emplois aidés.

Pourquoi, au niveau de l'emploi, ne pas généraliser les territoires zéro chômeur de longue durée qui ont fait preuve de leur efficacité là où ils ont été créés, que ce soit dans les zones rurales ou dans les villes.

Enfin, sans avoir été exhaustif, le commerce de proximité souffre, entre autres, comme partout en France, de la prolifération des zones commerciales.

Évry, outre le centre commercial historique, est entouré de ces zones – à Corbeil, à Villabé, Sainte Geneviève des Bois, au Carré Sénart. toutes ces zones ont été construites sur des terrains agricoles qui auraient permis de développer une agriculture de proximité dont nous manquons cruellement.

La plupart de ces sujets sont traités dans le rapport Borloo qui pourrait être repris et suivi de nombreuses actions.. je vous remercie.

Michel DESBRUYERES

=>lire l'article du journal La Croix sur cette rencontre >>>>

Les revendications des « *gilets jaunes ne s'expriment pas de la même manière ici que dans la France que l'on dit périphérique* », a souligné Stéphane Beaudet, maire (ex-LR) de la toute nouvelle commune d'Évry-Courcouronnes, dans l'Essonne. C'est là, en banlieue sud de Paris, que le président de la République a participé lundi 4 février à son cinquième « grand débat » avec des élus et, cette fois, des responsables associatifs.

Ces derniers ont interpellé Emmanuel Macron sur de très nombreux sujets: « *amélioration du cadre de vie* », « *accès à l'emploi* », « *désertification médicale, qui n'est pas que rurale* », « *accès au logement* »...

### **Ne pas enfermer**

« *Je pense que le prochain mouvement de révolte dans cette région parisienne sera sur la question du logement* », a jugé le maire communiste de Nanterre, Patrick Jarry. Ce dernier a décrit des familles qui « *attendent pratiquement dix ans pour passer d'un deux à un trois-pièces* » et critiqué la politique du logement du gouvernement.

Peu avant 21 heures et après plus de trois heures d'échanges, Emmanuel Macron n'avait pas encore répondu à la plupart des questions. Rappelant seulement qu'il n'abordait pas « *les quartiers* », « *dans une logique de différenciation qui enfermerait* », regrettant qu'on ait « *parfois aidé des secteurs plus que leurs habitants* » et appelant à « *tricoter ensemble* » des solutions « *au plus près du terrain* ».

### **Laïcité**

« *Ne faisons pas comme si, parce que nous avons la loi de 1905, tout va bien* », a répondu Emmanuel Macron au président du conseil citoyen d'un quartier populaire d'Évry, Michel Desbryères, ancien professeur, qui s'inquiétait que le président de la République « *cherche à réformer le cadre de la laïcité* ».

Le sujet est sur la table du grand débat national, non « *pour réformer la loi de 1905, mais pour la renforcer* », a corrigé le chef de l'État, rappelant que « *la laïcité est utilisée par beaucoup pour dire: "c'est l'ennemi de la religion"*. » Emmanuel Macron a insisté sur l'importance de ne pas enfermer la laïcité dans « *une religion laïque* », tout en rappelant que l'objectif n'est pas d'aboutir « *à une société neutre* » de toute croyance.

Expliquant que le contexte a changé depuis le début du siècle dernier, le chef de l'État a esquissé, comme il le fait toujours sur ce sujet, une ligne de crête. Il a rappelé, d'une part, que la loi de 1905 est « *une loi de liberté* », celle « *de croire ou de ne pas croire* », « *de croire à la religion que l'on a choisi ou à aucune* ».

D'autre part, que les problèmes n'étaient pas niés. Ceux, a décrit Emmanuel Macron, posés par les tenants de certaines religions – « *l'Islam, mais pas que* », a insisté le chef de l'État – qui cherchent à « *se substituer à l'État* » ou éloignent des jeunes de l'école. « *Aujourd'hui, c'est là et ne pas vouloir le voir, c'est couvrir le risque d'une fracture* » a-t-il jugé, estimant que « *nous avons dans notre société une civilisation* » et « *qu'il y a des projets de société qui ne se remettent pas en cause* ». « *Comment se donner les moyens que de poursuivre la fabrique de citoyens raisonnables?* », a ainsi demandé Emmanuel Macron.